

Les Entretiens Européens - 20^{ème} édition

Un dialogue opportun

L'avenir des investissements nucléaires en Europe dans un contexte d'instabilité mondiale et de changements géopolitiques

Dix chantiers à engager d'urgence pour une transition énergétique cohérente en Europe

La 20^{ème} édition des Entretiens Européens a rassemblé 200 personnes en présentiel à Bruxelles et par zoom le 13 octobre 2022, dont 37 intervenants de 9 pays d'Europe pour un dialogue avec les institutions communautaires et internationales.¹

Elle s'est déroulée à la veille de la COP 27, dans un contexte inédit plein de risques et d'opportunités, marqué par la crise globale dont on a pu mesurer l'ampleur : crise économique qui peut se transformer en crise financière et monétaire, crise climatique, tensions géopolitiques avec la Russie, révélatrices des changements en gestation depuis plusieurs années avec un refractionnement du monde en blocs sous la pression des Etats-Unis et de la Chine en rivalité pour la suprématie mondiale... et crise énergétique.

Une crise énergétique endogène

Celle-ci est vécue comme une conséquence des tensions géopolitiques, mais elle aussi est en gestation depuis dix ans, si ce n'est plus ! Il ne faut pas la sous-estimer, et encore moins attendre qu'elle passe ! On porte une responsabilité historique. Et d'abord pour la comprendre. Car elle n'est pas seulement exogène, elle est en nous-mêmes, endogène à notre système économique et nos modes de vie.

Nous devons évaluer nos politiques et notre « complixité », et concernant l'énergie, il est urgent de revenir sur les choix des 20 dernières années².

Un marché concurrentiel sans solidarité ni politique industrielle

En effet, nous avons ouvert nos marchés nationaux mais le marché européen de l'énergie a été mal bâti. Il est bancal, régi par la seule concurrence, sans politique industrielle ni solidarité et avec une dépendance extérieure au gaz. Une dépendance qui s'est aggravée avec le choix de toujours plus d'énergies renouvelables intermittentes (EnRei) dans le mix électrique... En effet, pour compenser l'intermittence des renouvelables, on fait appel aux sources pilotables : d'abord le nucléaire, puis le charbon, puis le gaz. Or, la formation des prix en Europe se fait sur le dernier kWh appelé, et donc sur le prix du gaz ! L'absence de vent et de soleil, la faible production nucléaire liée à la baisse de productivité du parc, et la trop grande demande en gaz ont fait exploser les prix.

Une trop forte dépendance au gaz

Si les prix du gaz explosent, c'est que nous en consomons trop ! Et ça, c'est bien notre seule responsabilité. Trop d'EnR, trop de gaz ! Ça va ensemble. Par ailleurs, le marché favorise le court terme, les prix volatils, la concurrence entre les entreprises et les Etats alors que nous avons besoin de visibilité à long terme en particulier pour les prix et les financements, ainsi que pour les coopérations. Il faut le réformer.

¹ Voir le programme de la 20^{ème} édition et les vidéos reprenant les temps forts du colloque : www.entretiens-europeens.org

² Cf. L'article de Philippe Herzog : « L'Europe doit ôter sa tunique de Nessus » Les Cahiers d'Europe 21. Mars 2021. Cf. L'interview de Claude Fischer « Crise énergétique en Europe. Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? », publié dans « transitions & Energies » fin septembre 2022.

Réviser les objectifs d'EnR du Green deal

Quand la Commission maintient la proposition du Green deal de 80% d'EnR en 2050, elle persiste et signe malgré les effets pervers de ce choix. Cet objectif est-il le résultat des plans nationaux ou le choix allemand imposé à tous ? Ni la France, ni la Finlande, encore moins la Pologne, pas même la République tchèque ou la Belgique n'ont opté pour autant d'EnR dans leur mix. Pourtant, on les subventionne, on leur donne la priorité sur les réseaux, pénalisant les autres sources, en particulier le nucléaire... Et en admettant que les Etats membres aient tous décidé 80% dans leur mix, le rôle de la Commission n'aurait-il pas été de les mettre en garde, les alerter et leur dire que ce n'était pas une bonne décision, en expliquant les effets pervers de tels choix ?

Inscrire les mesures d'urgence dans la réforme de long terme

Aujourd'hui, que faire ? La Commission a proposé des mesures d'urgence et a annoncé une réforme du marché de l'électricité. Il faut les deux c'est évident, mais en veillant à ce que les mesures d'urgence visant à aider les populations qui ne peuvent supporter une telle hausse des prix de l'électricité (ni d'ailleurs les entreprises consommatrices dont certaines sont menacées de faillite) n'entravent pas la réforme de long terme nécessaire pour permettre aux producteurs d'énergie nucléaire – aujourd'hui pénalisés - de fournir de l'électricité en continu et pour tous, et d'investir dans le renouvellement du parc.

Le nucléaire fait partie de la solution

Car le nucléaire « ce héros méconnu » comme l'a appelé le directeur de l'AIEA est une solution pour sortir de la crise et répondre aux défis d'une nouvelle économie. C'est un bien public qui relève de l'intérêt général. Il est de retour dans le débat public pour une transition énergétique cohérente en Europe, et les pays s'interrogent sur leur mix électrique. Un mix plus équilibré avec le nucléaire, les EnR et le gaz qui aura besoin d'être accompagné de projets de capture et

stockage de CO₂ (CCS)... Partout, même en Allemagne ou en Belgique, la question est sur la table.

Un choix de société au service de l'avenir décarboné

Les Etats nucléaires – ils sont majoritaires avec le retour de la Suède - doivent passer à l'offensive en Europe et permettre à leurs sociétés de s'approprier cette technologie d'avenir : sans nier les risques, on doit parler de ses avantages, former, éduquer et créer toutes les conditions à son développement en toute sûreté ! C'est un choix de société que l'Union européenne doit renouveler, comme elle l'avait fait après-guerre en créant Euratom qui a joué un rôle de promotion sans précédent, pour répondre aux nouvelles demandes avec l'électrification des usages et les mutations de nos modes de vie et de production dans tous les secteurs d'industrie et de services, et aux besoins de développement solidaire dans le monde. Ce n'est pas de la nostalgie, c'est une question d'avenir.

Un enjeu démocratique

Et c'est une question essentielle de démocratie. Car celle-ci ne se résume pas au débat des « pour ou contre ». Au contraire, ce débat-là mine la démocratie et empêche la mobilisation de la société, la privant de ses choix. Nous sommes des alliés de la réforme, les meilleurs alliés de la Commission pour une transition énergétique cohérente et solidaire, elle qui a la responsabilité de la proposer et de la conduire. Or on le sait, les logiques sont ancrées, les oppositions sont réelles, et il sera difficile de changer, mais elle peut compter sur nous, et nous souhaitons y travailler ensemble...

C'est dans cet esprit que nous formulons dix recommandations – qui sont autant de chantiers à engager d'urgence - pour réussir la réforme du marché de l'électricité et une transition énergétique cohérente en Europe. Elles seront envoyées à la Commission avant la réunion de l'ENEF le Forum Nucléaire Européen des 10 et 11 novembre à Prague, et à la présidence tchèque et aux Etats membres avant le Sommet de décembre.



Engager d'urgence et ensemble les dix chantiers de la réforme :

► **Mettre en place une évaluation impliquant un débat public sur la nature des crises et des mutations** qui nous obligent à réexaminer certains des objectifs du Green deal et certaines mesures proposées par la Commission qui doit mieux tenir compte des inégalités profondes entre les Etats et la diversité des systèmes nationaux, ainsi que des coûts réels de la transition.

► **Bâtir un pacte de solidarité énergétique entre les Etats.** Les problèmes de solidarité se sont révélés comme essentiels pendant la crise, au niveau intra-communautaire et géopolitique. Faut-il nouer un pacte à 27 ou entre Etats volontaires ? Nous proposons que le Parlement européen s'empare de ce sujet et enquête auprès des sociétés et des Etats pour la meilleure solution.

► **Réformer le marché de l'électricité pour assurer une fourniture d'électricité en base pilotable et en continu,** et proposer que le nucléaire, qui est un bien public essentiel, soit défini comme un service d'intérêt général (SIEG). Redéfinir sa place dans le mix énergétique et revaloriser les objectifs du PINC pour un meilleur équilibre entre les sources décarbonées.

► **Clarifier le problème du financement pour les investissements de long terme.** Le problème des aides d'Etat est déjà posé, mais nous proposons des incitations au RAB, un modèle dit « d'actifs régulés » et afin qu'il ne reste pas une affaire nationale (ce qui serait un poids trop lourd pour de nombreux Etats), que l'UE établisse une classe d'actifs qui permettrait un effet d'échelle avec un marché dédié à des obligations de long terme.

► **Inscrire les investissements de long terme en particulier pour l'énergie dans le pacte de stabilité budgétaire** et de croissance en cours de révision, et dans la réforme du budget communautaire, en donnant à l'Union européenne une capacité d'emprunt.

► **Retrouver l'ambition d'EURATOM pour la promotion d'une filière industrielle nucléaire** dont les applications dans l'énergie (électricité, chaleur, hydrogène...), la santé ou le spatial permettraient de redonner un souffle nouveau à l'industrie et aux services de demain. Il faudra dans cette perspective plus qu'une réforme du traité (vote à la majorité qualifiée, avis du Parlement européen...). La redéfinition de ses missions devra reposer sur un véritable choix de société

comme ce fut le cas en 1958, ou comme le font les grands pays du monde.

► **Développer les coopérations renforcées et réfléchir à une coopération structurée permanente entre Etats nucléaires** qui permettrait de contourner les obstacles dressés par les Etats qui n'en font pas le choix. C'est leur droit, mais ils n'ont pas le droit de s'opposer à l'intérêt général. Cette CSP (comme dans la Défense) pourrait déboucher sur des projets communs dans toute la filière et une mutualisation de leur financement (nouvelles centrales de type EPR et SMRs, recherche pour la génération 4 et la fusion, centres de recyclage des combustibles et de gestion des déchets, école européenne de formation aux métiers du nucléaire...)

► **Accorder une attention particulière aux enjeux des compétences,** avec des incitations fortes en direction de la jeunesse pour une implication dans les formations scientifiques et la création d'emplois dans les industries en mutation avec l'électrification des usages (dans le bâtiment, les transports, l'agriculture, le numérique).

► **Créer un réseau d'agences publiques ouvertes à la société sur les territoires et à l'échelle européenne** pour la mise en place d'une transition énergétique décarbonée cohérente. Ainsi le choix du nucléaire engage les sociétés qui doivent pouvoir s'approprier la technologie, ses risques et ses avantages. La mise en œuvre d'objectifs sérieux implique de profonds changements des conditions de vie et d'emploi et il est donc nécessaire de faire participer tous les acteurs à leur définition, sortir de la gouvernance qui fixe les choix technologiques d'en haut et a priori, indépendamment de questions aussi importantes du mix énergétique et de la solidarité.

► **Mettre en place une planification au niveau communautaire pour une véritable stratégie.** Celle-ci sera le résultat des initiatives publiques décentralisées et des coopérations sur les territoires. Une agence de prospective, d'orientation et d'incitation travaillera à la cohérence et une synergie à l'échelle de l'Union, et proposera une redéfinition souhaitable du mix pour 2030, puis 2050.

Bruxelles, le 13 octobre 2022

Claude Fischer Herzog
Directrice des Entretiens Européens



Organisés par



Les
Entretiens Européens

9 rue des Larris, 93800 Epinay sur Seine
Tél. : 00 33 (0)6 72 84 13 59
www.entretiens-europeens.org

Avec le soutien



Parrainés par



Retrouvez dans le numéro de printemps le
Point de vue de Claude Fischer Herzog
**Grammaire de la transition
énergétique en Europe**
www.transitionsenergies.com

La 20^{ème} édition des Entretiens Européens Un premier aboutissement d'une longue série

Les Entretiens Européens ont été créés en 2002 après un voyage en Chine organisé par Areva où les élus français et européens s'interrogeaient - non pas sur le nucléaire - mais sur la gestion des déchets. Une interrogation qui a débouché sur un 1^{er} colloque international à Nogent en Haute-Marne, près de Bure, co-organisé par ASCPE et sa fondatrice Claude Fischer Herzog avec l'Andra, le CEA et la COGEMA et les Conseils généraux de Haute-Marne et de Meuse, avec 300 personnes venus de 15 pays dont le Japon, et la Commission représentée par sa DG Energie avec François Lamoureux et Loyola de Palacio... le 1^{er} d'une longue série, qui a évolué sur la renaissance du nucléaire en Europe avec la participation et le soutien de nombreuses entreprises du secteur et de territoires de toute l'Europe.

Une série entrecoupée de plus d'une centaine de réunions et conférences, d'articles et de publications avec *La Lettre* et *Les Cahiers des Entretiens Européens*.

Une soirée spéciale en 2023 « Le nucléaire sauve des vie »

En 2023, ASCPE prolongera Les Entretiens pour une éducation au nucléaire dans le cadre du Cercle cinéphilie « Open World, Regards croisés » créé et animé par Claude Fischer Herzog et Philippe Herzog lors d'une soirée spéciale avec une conférence suivie de la projection d'un film sur Marie Curie.



Directrice de publication et rédactrice en chef : **Claude Fischer Herzog**

Conception : **Christophe Le Nours**

Publiée par **ASCPE**

9 rue des Larris, 93800 Epinay sur Seine

Tél. : 00 33 (0)6 72 84 13 59

contact@entretiens-europeens.org

LES ENTRETIENS d'ASCPE depuis 2003

- Octobre 2022 à Bruxelles : L'avenir des investissements nucléaires en Europe dans le contexte d'instabilité mondiale et de changements géopolitiques
- Octobre 2021 à Bruxelles : La valorisation des projets nucléaires en Europe et leur financement. Comparaisons entre l'Europe et les grandes régions du monde, Chine, Etats-Unis et Russie.
- Novembre 2020 par zoom : Le nucléaire et ses innovations au service d'une reprise durable
- Novembre 2019 à Helsinki : Le nouveau nucléaire, une réponse aux mutations électriques de nos sociétés en Europe
- Octobre 2018 à Paris : La gestion des combustibles usés et des déchets nucléaires. Les solutions existent, il faut les mettre en œuvre
- Octobre 2017 à Bruxelles : Les enjeux de la compétitivité de l'énergie nucléaire en Europe
- Octobre 2016 à Bruxelles : Les investissements dans le nucléaire en Europe. Bâtit un cadre de long terme pour la valorisation et le financement des projets
- Avril 2016 à Bruxelles : La sécurité énergétique de l'Union européenne. Quelles interdépendances avec les pays tiers ?
- Octobre 2015 à Bruxelles : L'appropriation de la gestion des déchets nucléaires en Europe, un enjeu de sûreté
- Novembre 2014 à Paris : L'appropriation sociétale de la gestion des déchets nucléaires
- Octobre 2014 à Bruxelles : Comment financer le passage à une économie décarbonée et compétitive en Europe ?
- Octobre 2013 à Varsovie et Krokowa : L'appropriation sociétale du nucléaire en Pologne
- Avril 2013 à Bruxelles : Dialogue Europe/Russie. Coopération et compétition dans la filière nucléaire
- Avril 2012 à Bruxelles : Pour un pacte de solidarité énergétique européen
- Juin 2011 à Bruxelles : Bulgarie, Hongrie, Lituanie et République tchèque après Fukushima. Les enjeux économiques d'une sûreté européenne partagée
- 2011 à Bruxelles : L'agriculture durable (cycle de 4 déjeuners-débats)
- 2010 à Budapest : L'énergie nucléaire en Europe, de l'acceptabilité à l'appropriation
- 2010 à Paris : La mobilité durable et la voiture propre (après 8 déjeuners-débats sur les biocarburants)
- 2009 à Bruxelles : Alimentation et Santé publique
- 2008 à Bruxelles avec l'ASN : La Sûreté nucléaire, un bien public mondial
- 2008 à Paris : La renaissance du nucléaire en Europe et dans le monde (après 8 déjeuners-débats à Bruxelles)
- 2006 à Berlin avec le C.E.R.E.S. de Rolf Linkohr : L'Europe investit de nouveau dans le nucléaire
- 2006 à Paris : Les enjeux législatifs en France et en Europe de la gestion des déchets nucléaires
- 2005 à Reims : Les enjeux éthiques et démocratiques de la gestion des déchets nucléaires
- 2004 à Bar-le-Duc : Les enjeux économique-financiers de la gestion des déchets nucléaires
- 2003 à Nogent en Haute-Marne : Les enjeux scientifiques de la gestion des déchets nucléaires.

Retrouvez les 12 vidéos en français des débats, en cliquant sur le lien

<https://m.youtube.com/playlist?list=PLFlpAq6Wfg90zO4RvyQgb6xFaQuikuM3I&cbrd=1>



Les Entretiens Européens
& Eurafriçains

Les Entretiens Européens

20^{ème} édition – Bruxelles, le 13 octobre 2022

Avec le soutien



L'avenir des investissements dans le nucléaire en Europe dans
un contexte d'instabilité mondiale et de changements géopolitiques



The future of European nuclear power investments
in a context of global instability and geopolitical change

